



LES DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE CENTRALE
ET ORIENTALE

N° 17

MARS 2016

Éditorial

Ce mois-ci, comme le mois précédent, la Lettre « Droits de l'Homme en Europe centrale et orientale » ouvre sur l'actualité polonaise avec un article de Seweryn Blumsztajn sur la « petite loi sur les médias », votée le 30 décembre 2015. Cette loi non seulement précipite des licenciements de journalistes dans les médias publics mais rompt avec la règle de l'indépendance. Par ailleurs, le gouvernement du PiS s'abstient de respecter le jugement du Tribunal constitutionnel qui s'est prononcé le 8 mars sur l'inconstitutionnalité des réformes de la loi sur le Tribunal constitutionnel. Au moment où nous écrivons, la Première ministre refuse de publier ce jugement dans le *Journal officiel* ce qui est sans précédent dans l'histoire de la Pologne depuis 1989.

La Lettre présente également un dossier sur les droits des femmes et des questions du genre. La situation en Pologne est encore une fois pointée du doigt avec une offensive conservatrice, paternaliste et familialiste des

mouvements de droites polonaises et du gouvernement actuel, phonème mis en perspective dans un contexte économique plus large par Weronika Grzebalska. Virginie Gorson Tanguy revient quant à elle sur la situation des femmes en Tchétchénie, où le conflit achevé en 2009 a laissé place à un régime, qui a instauré la Charia et dont les femmes sont les premières victimes. Enfin, dans un autre registre, nous présentons des extraits de l'enquête menée par Jelena Bjelica à la fin des années 1990 - début des années 2000 sur la prostitution et la traite des blanches en Europe de l'Est, enquête qui, bien qu'elle date de quelques années, permet de mesurer les évolutions à l'œuvre ces vingt dernières années.

Bonne lecture !

E. T.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SOMMAIRE

Éditorial

..... p. 01

Actualité : Pologne

« De bons changements » dans les médias polonais, par Seweryn Blumsztajn p. 03

Dossier « Droits des femmes et questions du genre »

Pourquoi la guerre sur les questions d'« idéologie de genre » est importante et pas seulement pour les féministes ? Antigenderisme et crise de la démocratie néolibérale, par Weronika Grzebalska p. 05

Femmes en Tchétchénie : survivre entre radicalisation religieuse et répression, par Virginie Gorson Tanguy p. 08

Prostitution : l'esclavage des filles de l'Est, par Jelena Bjelica p. 10

Lire

Etre opposant dans la Russie de Vladimir Poutine, Françoise Daucé, Le Bord de l'eau, 2016 p. 13

Le Rapport Nemtsov. Poutine et la guerre, Actes Sud, 2016 p. 14

Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de Jelena Bjelica, Seweryn Blumsztajn, Anne Duruflé, Virginie Gorson Tanguy, Weronika Grzebalska ainsi que de l'association Solidarité France Pologne et le Courier des Balkans.

► Contribuer à la lettre « Les droits de l'Homme en Europe centrale et orientale »

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org, en mentionnant en objet « Lettre Europe centrale et orientale ».

Actualité : Pologne

De « bons changements » dans les médias polonais

Par **Seweryn Blumsztajn**, journaliste à Gazeta Wyborcza

Cet article est publié en coopération avec 

La révolution dans les médias a commencé en Pologne le 30 décembre 2015 avec l'adoption par la Diète de la « petite loi sur les médias ». Elle a été adoptée, comme c'est souvent le cas maintenant, en quelques jours, immédiatement approuvée par le Parlement et signée par le Président.

Seuls quelques paragraphes de la loi de 1992 sur la télévision et la Radio ont été modifiés. Ces corrections introduisent les changements suivants :

1. Dans la loi précédente, les cadres dirigeants des médias publics étaient nommés par le conseil national de la Radio et de la Télévision, organe constitutionnel chargé de défendre l'indépendance des médias. Dans la nouvelle, ils sont nommés par le ministre du Trésor.
2. Les membres des conseils de surveillance et des conseils d'administration des entreprises de médias publics ne doivent plus être choisis par voie de concours.
3. Les cadres dirigeants des médias publics ne sont plus nommés pour un mandat donné. Le ministre du Trésor peut les congédier à tout instant.

Les médias publics en Pologne comptent deux chaînes nationales, une chaîne régionale, une chaîne d'informations, quelques chaînes spécialisées du câble, quelques stations de radio nationales et régionales. La chaîne de télévision publique TVP 1 fait toujours plus d'audience que les deux grandes chaînes privées et les radios publiques nationales sont beaucoup écoutées. Les médias d'Etat sont donc toujours un outil majeur d'information et de persuasion. Rien d'étonnant donc que les équipes politiques successives s'efforcent d'en prendre le contrôle. Cependant, hormis la période où le parti Droit et Justice (PiS) gouvernait, dans les années 2005-2007, les procédures inscrites dans la loi sur les médias étaient respectées par tous, ce qui a rendu cette pratique durable et normale. Les plaintes contre les tentatives d'ingérence directe des politiques dans les programmes se faisaient de plus en plus rares.

De ce point de vue, la meilleure période fut les huit dernières années de gouvernement de la Plateforme civique (PO). L'équipe de Donald Tusk n'a pas réglé, il est vrai, la question du financement des médias publics et les a amenés ainsi à la limite de la banqueroute mais en revanche, elle n'a pas essayé de s'ingérer dans les contenus transmis. Il en a été de même, ces dernières années, pour les grandes émissions d'information et de débat des stations de radio et des chaînes de télévision publiques qui n'avaient rien à voir avec de la propagande officielle.

De ce point de vue, les gouvernants du PiS opèrent en fait une vraie révolution, ou comme le déclarent leurs militants, « de bons changements ». Le ministre du Trésor a nommé le nouveau Président de TVP, Jacek Kurski, le 7 janvier. C'est un homme politique lié à l'équipe dirigeante, connu pour sa brutalité et son cynisme. Pendant la campagne présidentielle de 2007, il a accusé Donald Tusk d'avoir un grand-père, ayant combattu dans la Wehrmacht. Cette intervention a sans doute contribué à la défaite de Tusk. Jacek Kurski s'est également fait connaître par cette phrase « le peuple ignorant va marcher » ; c'est ainsi qu'il expliquait l'efficacité de ses opérations électorales de propagande.

Le nouveau Président a, en quelques semaines, reconstitué les équipes de journalistes des émissions d'information et de débat des deux principales chaînes de télévision et de la chaîne d'information TVP info. En cinq semaines, l'association des journalistes a dénombré, en la seule ville de Varsovie, 59 journalistes licenciés ou démis de leur poste de journaliste. Ils ont été remplacés par des journalistes venus de chaînes du câble radicales de droite, très ciblées. Le principal journal télévisé du soir de la première chaîne apparaît tellement comme de la propagande qu'il a perdu, en un mois, plus de 400 000 auditeurs. Les journaux télévisés des autres chaînes de télévision et de radio publiques ont suivi une évolution comparable.

La purge dans les médias publics se poursuit. On découvre chaque jour de nouveaux licenciements et l'on sait encore mal ce qui se passe en province. Les changements de cadres n'ont pas toujours une dimension politique. Il n'est souvent question que de placer de hauts responsables politiques ou quelqu'un de leur famille.

En matière de droit, dans la plupart des cas, les licenciements ne posent pas de problème. Du fait de la misère financière des médias publics, la plupart des journalistes sont embauchés sur des contrats à durée déterminée ou sur des missions courtes,

ne disposant d'aucune protection juridique. Nombreux sont ceux qui ont démissionné dès les premières ingérences politiques ou ne voulant tout simplement pas participer à la transformation des médias publics en machine de propagande. Seuls quelques-uns ont décidé de saisir le Conseil de prudhomme.

Tout ce qui s'est passé jusqu'à maintenant n'est qu'une première étape, comme disent les propagandistes du PiS, visant à redonner de la crédibilité aux médias publics. Une nouvelle loi globale sur les médias est annoncée à la fin du printemps. Pour les hommes du PiS, il s'agit d'une loi sur les médias nationaux, qui va totalement changer ces médias sur le plan du droit, de l'organisation et de l'idéologie. Elle va également introduire un nouvel impôt qui va assurer un financement digne d'un média public.

On ne sait pour le moment pas grand-chose sur les projets des nouveaux « médias nationaux ». On a seulement annoncé qu'après l'adoption de la nouvelle loi, tous les employés des médias publics seront licenciés et ne seront repris que ceux dont on aura vérifié les convictions. On ne sait pas encore à quoi ressembleront ces médias, mais la vérification des journalistes est, elle, déjà annoncée.

Une telle vérification des journalistes a eu lieu en Pologne en 1981, après l'instauration de l'état de guerre. L'actuel secrétaire d'Etat chargé de la réforme des médias publics au Ministère de la Culture, Krzysztof Czapanski, sait bien ce qu'est une vérification. Il a perdu son travail en 1981 car il a été évalué négativement.

Rien n'indique que ces « bons changements » ne concernent que les médias publics. Le pouvoir qui tente d'accaparer l'espace médiatique ne s'arrête pas à mi-chemin. Les meilleurs exemples en sont la Hongrie et la Russie où les médias indépendants ont été entièrement marginalisés.

La soumission des médias privés au pouvoir ne sera pas un processus transparent, nous devons donc nous en tenir aux rumeurs et suppositions.

La chaîne TV Polsat, plus ouverte aux compromis, semble être, des deux chaînes de télévision privées, la plus sous la pression du gouvernement. Le groupe américain qui est propriétaire de la deuxième grande chaîne de télé TVN semble être moins sensible aux pressions du gouvernement. Cependant, il ne convient pas de sous-évaluer la capacité des autorités à manœuvrer le marché des annonces. On parle tout à fait ouvertement d'un projet de création d'une agence des médias d'Etat par laquelle toutes les sociétés du Trésor public devront passer. Diverses agences gouvernementales ont également de vastes capacités de pression sur les budgets médiatiques des entreprises privées dans les branches où elles exercent.

La manipulation du marché des annonces non seulement des entreprises d'Etat donne à

l'Etat d'énormes capacités de pression sur les médias privés.

Pour tous les observateurs des médias en Pologne, il est évident que, parmi les médias privés, le gouvernement du PiS a comme premier objectif de ruiner le journal *Gazeta Wyborcza*. Le journal d'Adam Michnik combat Droit et Justice, depuis des années, et il est particulièrement détesté par les hommes politiques de ce parti. Il est plutôt à prévoir que les entreprises d'Etat auront, si ce n'est pas encore le cas, l'interdiction de publier des annonces dans ce journal. L'interdiction de s'abonner à ce journal a déjà été décrétée pour les tribunaux, il faut s'attendre à de telles interdictions pour toutes les institutions publiques.

Le gouvernement du PiS ira-t-il plus loin ? En prenant par exemple quelque mesure spécifique contre *Gazeta* en vue de le couler ? Nous l'ignorons mais les brefs gouvernements précédents du PiS nous ont appris qu'il fallait s'attendre au pire.

Les hommes politiques du PiS déclarent souvent leur volonté de « poloniser » les médias. Il est question ici surtout de la domination des consortiums allemands sur le marché de la presse. En effet, la presse régionale et féminine est presque entièrement la propriété d'entreprises venant de l'autre côté de l'Oder. Le groupe Springer est également propriétaire du plus grand tabloïd et de l'un des hebdomadaires les plus lus.

Il ne semble pourtant pas que ces appels au combat puissent être suivis de quelque effet. Kaczynski ne va pas se décider à mener une guerre contre Springer. L'économie polonaise est trop dépendante de l'Allemagne.

Tous les scénarios noirs, ci-dessus évoqués, peuvent paraître hystériques et exagérés. Il n'y a pas si longtemps la démocratie polonaise semblait stable et le pays était, ces dernières années, synonyme de succès économique et politique. Cependant, depuis que le PiS a gagné les élections présidentielles et obtenu la majorité absolue à la Diète, aucun observateur politique n'a fait preuve d'assez d'imagination pour prévoir le rythme et la radicalité de la révolution antidémocratique.

La paralysie de la Cour constitutionnelle a finalement compromis le fonctionnement de l'Etat de droit et il faut s'attendre à la mise au pas d'autres institutions soucieuses de démocratie comme le médiateur de la République ou d'autres ONG de défense des droits et des libertés. La liberté des médias en Pologne dépend aujourd'hui du sort de la démocratie.

La première à sortir dans la rue fut la génération de « Solidarité ». Dans les manifestations du Comité de Défense de la Démocratie dominant les cinquantenaires et plus. Ils se souviennent encore du prix à payer pour la liberté et comment on vit sous la dictature. La jeunesse va-t-elle les rejoindre ?

La démocratie polonaise peut être également aidée par la pression exercée par l'opinion publique européenne et les institutions européennes. Mais nous savons tous aussi que l'Europe a d'autres soucis.

Varsovie, 19 février 2016

Traduit du polonais par Anne Duruffé.

Dossier « Droits des femmes et questions du genre »

Pourquoi la guerre sur les questions d'« idéologie de genre » est importante et pas seulement pour les féministes ? Antigenderisme et crise de la démocratie néolibérale¹

Par **Weronika Grzebalska**, militante féministe et doctorante en sociologie à l'Académie polonaise des sciences (Varsovie)

Selon le rapport « Gender Equality Index » de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes², les femmes en Europe ne sont actuellement qu'à mi-chemin de l'objectif d'atteindre l'égalité avec les hommes, et leur situation générale ne s'est pas améliorée au cours de la dernière décennie. Le tableau est encore plus sombre dans les pays du groupe Višegrad (Hongrie, Pologne, Slovaquie, Tchéquie), qui accusent un retard important par rapport aux anciens États membres de l'Union européenne en termes de condition des femmes.

L'indice de l'égalité des sexes des pays du groupe Višegrad se situe en effet à environ

10 % en dessous de la moyenne européenne de 52,9%³. De surcroît et comme le signalent de façon alarmante les récentes mobilisations conservatrices à travers l'Europe, les progrès accomplis dans le domaine de l'égalité des sexes⁴ ont été stagnants et inégaux, mais aussi beaucoup plus fragiles et plus faciles à inverser qu'on pouvait l'imaginer.

Dans des pays tels que la Croatie, l'Allemagne, l'Italie, la France, la Lituanie, la Pologne, la Russie, la Slovaquie et la Slovénie, le consensus construit après la Seconde Guerre mondiale sur les droits de l'Homme est actuellement menacé sur des enjeux tels que l'égalité hommes-femmes, l'éducation sexuelle, les droits des LGBTQ+, les droits liés à la sexualité et à la maîtrise de sa fécondité. Ces questions ont fait l'objet d'attaques coordonnées menées par des Églises, des associations confessionnelles et conservatrices, des politiciens de droite, jusqu'à parfois prendre la forme de mobilisations populaires⁵.

Depuis la campagne transnationale antigender lancée vers 2012, les acteurs mentionnés ci-dessus ont déjà atteint un objectif important : ils ont réussi à mobiliser

1. Cet article a été publié dans le journal en ligne Visegrad Insight, 16 mars 2016, URL : <http://visegradinsight.eu/why-the-war-on-gender-ideology-matters-and-not-just-to-feminists/>. Il s'agit d'une version étendue de la communication de l'auteure lors de l'événement « Passing on the Torch. The legacy of the Beijing Platform for Action and new, grassroots feminist movements », organisé par la Fondation européenne d'études progressistes au Parlement européen à Bruxelles le 20 octobre à 2015.
2. URL : <http://eige.europa.eu/node/435>.
3. Pour plus d'information sur la construction de l'indice de l'égalité des sexes, voir : <http://eige.europa.eu/gender-statistics/gender-equality-index/about>.
4. Le terme anglais « gender equality » est traduit par « égalité des sexes » [ndt].
5. Pour plus d'information sur des mobilisation antigender, voir notamment : Andrea Petó, « After "emancipation after emancipation". On Europe's anti-gender movements », Eurozine, URL : <http://www.eurozine.com/articles/2015-07-31-peto-en.html>; Eszter Kováts, Maari Pöim, Judit Tanczos, « Beyond gender? Anti-gender mobilization and the lessons for progressives », Fondation européenne d'études progressistes et Friedrich-Ebert-Stiftung, 2015, URL : http://www.fesbp.hu/common/pdf/FEPS_FES_Policy_Brief_2015.pdf; Elżbieta Korolczuk, « The War on Gender from a Transnational Perspective - Lessons for Feminist Strategising », Heinrich-Böll-Stiftung, 2014, URL : http://pl.boell.org/sites/default/files/uploads/2014/10/war_on_gender_korolczuk.pdf.

des centaines de milliers de personnes pour des manifestations et des initiatives civiles à travers l'Europe, pour empêcher l'adoption de lois progressistes ou la ratification de traités internationaux promouvant les droits de l'Homme ainsi qu'à supprimer des fonds publics pour l'égalité des sexes et même, dans certains pays, à changer la constitution.

En France, la Manif pour Tous a commencé en 2012 comme une campagne contre le mariage des personnes du même sexe (avec cent cinquante mille personnes marchant à Paris en mai 2013), mais s'est vite transformée en une protestation contre la menace plus générale de la « théorie du genre » enseignée dans les écoles.

De même, en Italie et en Allemagne, des manifestations contre les programmes scolaires ont été menées sous l'égide de la « protection des enfants » menacés de dépravation morale par la prétendument imposée « idéologie du genre ».

En Croatie et en Slovaquie, la pression exercée par les mouvements civils conservateurs a donné lieu à l'introduction d'amendements constitutionnels interdisant le mariage homosexuel.

Corrélativement en Russie, un projet de loi visant à protéger les mineurs contre la « propagande homosexuelle » a été voté en 2013, initiative rapidement suivie de tentatives similaires dans d'autres républiques post-soviétiques comme la Lettonie, la Lituanie, la Biélorussie, la Moldavie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ukraine.

En Pologne, la campagne a d'abord porté sur l'opposition à la Convention d'Istanbul⁶ en tant que vecteur de « l'idéologie du genre », retardant sa ratification pour trois ans. Forte de ce succès, elle s'est très vite élargie à d'autres questions, et a pris une ampleur significative après l'arrivée au pouvoir du parti populiste de droite Prawo i Sprawiedliwość (PiS). Ces quelques derniers mois, le Président polonais nouvellement élu a opposé son veto à un important projet de loi sur les droits des transgenres ; une coalition d'organisations « pro-vie » a présenté une pétition demandant au Parlement de retirer la pilule du lendemain des pharmacies et des hôpitaux ; le gouvernement a annulé le programme de la FIV financé par l'État et a coupé les fonds du médiateur de la République en raison d'accusations selon lesquelles cette institution favorise « l'idéologie du genre » ; le gouvernement a également annoncé qu'il allait éliminer de l'éducation des écoles les programmes intégrant les questions liées au genre, au sexe, ainsi qu'à l'égalité.

Les campagnes nationales mentionnées ci-dessus ont beaucoup en commun. Elles partagent la figure de l'ennemi – « idéologie du

genre » ou « théorie du genre » –, puisent dans les mêmes fondements philosophiques – les enseignements sociaux de l'Église catholique romaine –, invoquent des figures discursives identiques, hyperboliques et suscitant la peur et fonctionnent grâce à des moyens d'action similaires (c'est-à-dire des initiatives civiles et une organisation de la base). Mais si le concept de « genre » est au cœur de toutes ces campagnes, il serait naïf de penser que ces acteurs s'opposent simplement à l'égalité des sexes et aux droits des minorités.

L'« antigenrisme »⁷ est plutôt une « colle symbolique » qui relie diverses questions progressistes sous un terme générique, et réunit différents acteurs conservateurs dans une lutte plus étendue en vue de changer les valeurs sous-jacentes de la démocratie libérale européenne. En tant que tel, l'antigenrisme n'est pas « seulement » une question féministe, mais plutôt une menace pour la démocratie libérale – un cheval de Troie pour provoquer des changements beaucoup plus larges et plus profonds de notre système politique.

Dans le même temps, les dirigeants politiques européens progressistes et des membres du Parlement européen ont été plutôt réticents à l'idée de réagir à ces mobilisations et, quand ils l'ont fait, ils ont simplement pointé ces campagnes conservatrices comme un problème en soi. Ils ont ainsi mis en avant leurs relations financières et idéologiques avec l'Église catholique, ont discrédité leurs dirigeants en usant du ridicule ou de la diffamation, ont déployé des efforts pédagogiques en matière des études de genre, ou ont simplement défendu certaines politiques contre ces attaques conservatrices.

Certaines de ces tactiques peuvent se révéler efficaces à court terme mais on peut penser qu'elles se révéleront insuffisantes ; mener une guerre contre la montée de l'extrémisme politique et le fondamentalisme religieux nécessite en effet de ne pas ignorer les causes profondes des symptômes que l'on prend pour cible.

Quelles sont donc ces causes profondes et pourquoi des masses de gens se radicalisent-elles contre la démocratie libérale dans sa forme actuelle ? La réponse est bien évidemment C'est complexe et multidimensionnelle. Mais grâce à une littérature de plus en plus riche sur les conséquences sociales du système économique actuel, nous savons avec certitude qu'une grande partie réside dans le fait que la démocratie axée sur une organisation néolibérale du marché, telle que nous la voyons actuellement en Europe, exclut structurellement une masse énorme d'individus de la participation sociale, les installant dans l'insécurité sinon la pauvreté pure et simple.

6. La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, URL: <http://www.coe.int/fr/web/istanbul-convention/about-the-convention>.

7. Eszter Kováts et Maari Põim (dir.), Gender as symbolic glue. The position and role of conservative and far right parties in the anti-gender mobilizations in Europe, FEPS – FES Budapest, 2015

C'est dans ce contexte que les mouvements de protestation conservateurs créent un espace pour ces personnes afin d'exprimer leurs peurs et insécurités, exprimer leur colère et leur mécontentement de la politique et retrouver la capacité d'agir (« agency ») à la hauteur des promesses d'émancipation que les libéraux européens et les socio-démocrates n'ont pas tenu, ou pas voulu tenir.

Chose intéressante, Bruxelles, ville où s'élaborent les politiques européennes, peut servir de mini-laboratoire pour examiner ces questions. Bruxelles a été l'une des principales destinations des migrants pour les travailleurs non qualifiés polonais des zones rurales.

Dans certaines parties de l'Est de la Pologne, certaines villes comptent jusqu'à 25 % d'émigrés, partis dans d'autres régions d'Europe ; la plupart d'entre eux étaient des femmes, particulièrement fragilisées par le retrait de l'Etat social, la privatisation de la santé et la précarité croissante du travail en général. Parce que ces femmes courageuses ont pris la décision difficile de quitter leurs enfants afin d'être en mesure de les entretenir de retour à la maison, leur départ a entraîné une panique morale suscitée autour de la figure émotionnelle d'un « Euro-orphelin »⁸. Dans les médias, les femmes migrantes ont été accusées d'être déviantes et égoïstes, et leurs familles ont été ostracisées comme dysfonctionnelles, et pathologiques. Il n'a pas fallu longtemps pour que les politiciens de droite commencent à plaider pour le retour à la famille nucléaire et aux valeurs traditionnelles de la famille comme solution à ces problèmes émergents de familles transnationales.

Le cas de la panique morale patriarcale autour des femmes migrantes est juste l'un des nombreux exemples de la liaison entre la droite actuelle, les mobilisations antigendre et les défis créés par l'économie néolibérale mondialisée. Un autre exemple est fourni par la récente campagne sociale « Ne renvoie pas la maternité jusqu'à ce qu'il soit trop tard »⁹, réalisée par la très conservatrice Fondation Maman et Papa (Fundacja Mamy i Taty), l'un des principaux acteurs de la société civile de la guerre contre l'« idéologie du genre » en Pologne. La vidéo de la campagne montre une riche femme d'âge moyen déplorant de ne pas avoir des enfants. « *J'ai réussi à avoir une spécialisation et une carrière ; j'ai réussi à voir Tokyo et Paris ; j'ai réussi à acheter un appartement et à rénover une maison. Mais je ne suis pas devenue une maman. Je le regrette* », conclut-elle, lorsqu'une larme roule sur son visage.

Alors que la crise démographique touche le continent entier et non seulement la Pologne, ce qui fait hausser les sourcils est la décision

de cette Fondation de blâmer uniquement le prétendu égoïsme des femmes, et les efforts pour présenter cet enjeu comme un antichoi dans un cadre antigendre. En fait, la plupart des femmes polonaises ne sauraient probablement pas se reconnaître dans cette représentation, sachant que les motivations d'un report de parentalité touchent à la fois à l'instabilité financière, à l'insuffisance des services de garde financés par l'État et à l'absence de politiques de congés parentaux égalitaires et non à un amour individuel de confort et de consommation. Mais tout comme dans le cas de la panique morale autour des « Euro-orphelins », ici la droite a également réussi à identifier justement de très véritables défis sociaux et des insécurités, puis a avancé des pistes profondément nuisibles pour les résoudre.

Les membres de mouvements féministes européennes et LGBT+ ainsi que les hommes politiques progressistes ont eu raison de s'opposer par tous les moyens à ces mobilisations antigendre, et de critiquer les solutions offertes comme menace pour les droits de l'Homme et destructrices pour la société démocratique. Mais lorsqu'ils ont souligné la nécessité de protéger les femmes et les droits des minorités ainsi que d'autres valeurs libérales contre les attaques de la droite, ils ont souvent ignorés que le système démocratique libéral dans sa forme actuelle est devenu un slogan vide aux yeux de vastes masses à qui il a très peu à offrir. Les mères des territoires ruraux obligées de migrer pour soutenir leurs familles ou les femmes de la classe moyenne qui luttent pour se permettre d'avoir un enfant en sont l'illustration.

Bien que cela ne signifie pas que ces personnes deviendront automatiquement radicalisées, il est certain est que celles qui ont été marginalisées par le système démocratique libéral ne rejoindront pas facilement la lutte pour s'opposer aux mobilisations de droite, et ne se reconnaissent pas spontanément dans les valeurs démocratiques européennes, ni ne les jugent dignes d'être défendues. La preuve en est – alors que les manifestations contre « la théorie du genre » ou l'éducation sexuelle ont fait sortir des centaines de milliers d'Européens dans les rues – que les contre-réactions ont été considérablement plus faibles en nombre et surtout limitées au niveau universitaire et associatif.

Par conséquent, la tâche des responsables politiques européens et des décideurs est de reconnaître le lien entre l'antigendisme et d'autres formes de radicalisation de la droite d'une part, et la crise plus large de la démocratie issue de l'échec de l'actuel ordre capitaliste et mondialisé d'autre part.

8. Nadia Smiecinska, « Illusions of Abandonment: Euro-orphans in Poland's Immigrant Families », Gender Across Borders, 19 avril 2012, URL : <http://www.genderacrossborders.com/2012/04/19/illusions-of-abandonment-euro-orphans-in-polands-immigrant-families/>.

9. Voir notamment : http://www.newpolandexpress.pl/polish_news_story-7305-new_ad_sparks_debate.php.

Cela ne signifie pas que la lutte pour l'égalité des sexes doit être abandonnée comme un objectif social légitime ou être subordonnée à un programme politique qui mettrait à la place l'accent sur la seule redistribution. Au contraire, le défi consiste à reconnecter ces deux dimensions de la justice sociale, de l'égalité pleine et entière des droits, avec de nouveaux moyens¹⁰.

Dans cette perspective, les jeunes mouvements féministes et socialistes avec un ancrage de terrain offrent précisément une perspective unique qui pourrait aider les partis politiques progressistes à sortir de l'impasse actuelle.

Grâce au travail de terrain avec des femmes particulièrement fragilisées par le recul de l'État social, des mesures d'austérité sévères, la précarité croissante de l'emploi et la privatisation de la santé, les militantes féministes à travers le monde nous rappellent que les femmes vivent des oppressions croisées et que la promesse de l'égalité des sexes ne peut pas être tenue sans une réforme du système socio-économique actuel. Car ainsi, et seulement ainsi qu'il sera possible aux gens de retrouver foi dans le projet démocratique.

Traduit de l'anglais par Ewa Tartakowsky.

Femmes en Tchétchénie : survivre entre radicalisation religieuse et répression

Par Virginie Gorson Tanguy

Lorsqu'en 2009 s'achève le conflit en Tchétchénie avec le retrait officiel des troupes russes¹¹, la petite république du Nord du Caucase est exsangue. Après plus de 15 ans de combats et de violences (deux guerres suivies d'une « opération antiterroriste menées par Moscou contre les séparatistes), les organisations non gouvernementales avancent un bilan humain qui oscille entre 100 000 et 300 000 morts, soit près de 10% de la population, et plus de 18 000 personnes disparues.

Ramzan Kadyrov, nommé président de la république par Vladimir Poutine en 2007, a depuis lors instauré un régime caractérisé par la corruption, la répression des rares opposants et défenseurs des droits de l'Homme, mais aussi par une islamisation instrumentalisée. Derrière la façade d'une république pacifiée et modernisée, symbolisée par les immeubles flambants neufs de Grozny la capitale, se cache une politique d'impunité, avalisée par le Kremlin, et dont les femmes pâtissent, dans la sphère privée comme dans la sphère publique.

Victimes de la radicalisation religieuse

Dans un récent rapport des ONG Russia Justice Initiative et Chechny Advocacy Network¹², dirigé au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des Nations Unies (CEDAW), il est fait état d'une recrudescence des violations des droits des femmes dans le Caucase du Nord, et en particulier en Tchétchénie. Avec l'instauration de la Charia, considérée par Ramzan Kadyrov comme supérieure à la loi russe, les femmes sont les premières visées par l'islamisation du régime, qui impose un certain code vestimentaire et prône ce que sont de claires violations aux droits des femmes. L'obligation du port du voile, imposée à partir de 2007 dans toutes les institutions publiques, a été élargie entre 2005 et 2010 aux cinémas, lieux de divertissement et même dans les espaces extérieurs. Les femmes non voilées ont désormais l'interdiction de travailler dans le secteur public, et les écolières et étudiantes ne peuvent assister à leurs cours la tête découverte. Petit à petit, le code vestimentaire imposé ne concerne plus seulement le port du voile, sinon celui de longues manches, de longues jupes ou du voile intégral, sous la menace de représailles. En juillet 2010, l'agression au paintball de dizaines de femmes par un groupe d'hommes se réclamant du Haut Conseil Islamique (muftiyat tchétchène) et

10. Voir notamment : Nancy Fraser « From Redistribution to Recognition? Dilemmas of Justice in a 'Post-Socialist' Age », *New Left Review*, n° 1/212, juillet-août 1995 ; ead., *Fortunes of Feminism: From State-Managed Capitalism to Neoliberal Crisis*, Verso, 2013.

11. « La Russie annonce la fin de la guerre en Tchétchénie », *Le Monde*, 16 avril 2009, URL : http://www.liberation.fr/planete/2009/04/16/la-russie-annonce-la-fin-de-la-guerre-en-tchetchenie_553107.

12. « RJI submits shadow report to UN Women's Committee on Women's Rights in the North Caucasus », Russia Justice Initiative, 13 octobre 2015, URL : http://www.srji.org/en/news/2015/10/rji-submits-shadow-report-to-un-women-s-committee-on-women-s-rights-in-the-north-caucasus/?sphrase_id=65044.

jugeant leurs tenues vestimentaires et leurs coupes de cheveux « impudiques », rapportée notamment par l'ONG Human Rights Watch, avait été officiellement soutenue par Kadyrov, qui avait alors affirmé qu'il était prêt à « remettre un prix » aux hommes impliqués, et que les femmes visées méritaient d'être traitées ainsi¹³.

La situation des femmes au regard de leur vie privée et familiale n'est guère plus enviable. Russia Justice Initiative relate plusieurs cas de femmes, qui voulant divorcer ont fait face à une société et des institutions niant leurs droits élémentaires : suppression de la garde des enfants au profit de la famille du mari, accusation de conduites criminelles, chantage, rumeurs ou encore manipulation des enfants accusant publiquement leurs mères d'être de « mauvaises femmes ». Les mariages arrangés, notamment avec des mineurs, et la polygamie, officiellement interdits, se développent, sous le regard bienveillant du régime. À la mi-mai 2015, un scandale a ébranlé la société russe et tchétchène : le mariage d'une jeune tchétchène de 17 ans avec un proche de Kadyrov, de 47 ans et déjà marié a été largement médiatisé et a provoqué des critiques acerbes, notamment à travers des réseaux sociaux. Une nouvelle fois, la réaction du président de la Tchétchénie a été brutale. Il a ainsi appelé les hommes à interdire à leurs femmes l'accès aux réseaux sociaux : « *Enfermez-les à double tour, ne les laissez pas sortir et elles ne posteront plus rien* »¹⁴. Il a officiellement soutenu ce mariage de toute évidence forcé en déclarant que l'amour n'avait pas d'âge.

Les violences contre les femmes sont également particulièrement préoccupantes. Russia Justice Initiative s'inquiète de la recrudescence des crimes d'honneur, phénomène qu'il n'est pas aisé de mesurer, peu d'entre eux étant dénoncés. Les quelques affaires qui ont pu être jugées révèlent un contexte où la femme est toujours d'abord considérée comme fautive et où beaucoup d'hommes considèrent avoir droit de vie et de mort sur leurs épouses ou leurs filles, avec la complicité des institutions de justice. Dans une affaire récente en Tchétchénie où un père était jugé pour le meurtre de sa fille, la défense a plaidé pour faire reconnaître que ceci ne représentait pas un crime mais avait été motivé par la nécessité de défendre l'honneur de la famille, devant l'attitude indigne de la fille, qui refusait de porter le voile et ne respectait pas les traditions. Durant le procès la vie personnelle de la victime a été passée au peigne fin, sans que cela soulève l'indignation des juges¹⁵. Si le père a finalement été

condamné à sept ans de prison, l'affaire est une des rares où la justice a pu être rendue. Dans une autre affaire, présentée à la CEDAW, une épouse victime de violences domestiques pendant plusieurs années a obtenu le divorce mais a été contrainte de rester vivre chez son ex-époux, qui l'a à nouveau agressé. Lors du procès, la victime a également été accusée d'avoir provoqué les violences qu'elle a subies. Condamné à neuf mois de prison, l'époux a été néanmoins relâché. Russia Justice Initiative dénonce de nombreuses violations des procédures légales ainsi que la négation systématique des requêtes de l'avocate de la victime.

« La Tchétchénie est un long tunnel noir où l'on ne voit pas la lumière »

La Tchétchénie en paix est un mythe dont peu sont dupes, beaucoup souffrent et des milliers fuient, et parmi eux, de nombreuses femmes. « La Tchétchénie est un long tunnel noir où l'on ne voit pas la lumière », déclare une femme membre du Comité des mères de Tchétchénie interviewée par la journaliste spécialiste de la république du Caucase Manon Loizeau dans le documentaire *Une guerre sans traces*¹⁶ qui dresse un portrait d'une Tchétchénie à double visage, déchirée entre la propagande officielle et la douloureuse réalité quotidienne de ses habitants.

En effet, les graves violations aux droits de l'homme perpétrées pendant la guerre sont restées largement impunies. Malgré le travail et les initiatives de la société civile, les crimes des guerres passées restent une plaie ouverte maladroitement camouflée par le nouveau régime. Des 18 000 personnes reportées disparues depuis vingt ans, le Comité des mères de Tchétchénie n'en a retrouvé que deux. La possibilité d'action des organisations de la société civile a été réduite à peau de chagrin, la répression, les menaces et les assassinats ayant eu raison des velléités de justice. Les défenseurs et défenseuses de droits de l'Homme encore présents en Tchétchénie ne peuvent continuer que très difficilement leur combat. L'assassinat de la collaboratrice de l'organisation Memorial, Natalia Estemirova, à Grozny en 2009 n'a jamais donné suite à de quelconques condamnations, tout comme la mort de la militante de l'ONG « Sauvons cette génération », Zarema Sadoulaïeva, la même année. Quant à la journaliste russe Anna Politkovskaïa, journaliste très critique de la politique de la Russie en Tchétchénie, elle a été assassinée en octobre 2006 à Moscou ; si

13. « Russie : La Tchétchénie impose aux femmes le code vestimentaire islamique », Human Rights Watch, 10 mars 2011, URL : <https://www.hrw.org/fr/news/2011/03/10/russie-la-tchetchenie-impose-aux-femmes-le-code-vestimentaire-islamique>.

14. « Quand le président tchétchène veut bannir les femmes des réseaux sociaux », France 24, 22 mai 2015, URL : <http://www.france24.com/fr/20150522-tchetchenie-quand-president-tchetchene-veut-banir-femmes-reseaux-sociaux-kadyrov>.

15. « В Чечне судят отца, убившего дочь за « нарушение традиций », Memorial, 2 avril 2015, URL : <http://memohrc.org/news/v-chechne-sudyat-otca-ubivshego-doch-za-narushenie-traditsiy>.

16. « Une guerre sans traces », documentaire de Manon Loizeau, 52 minutes, France, 2015. Diffusé sur Arte en mars 2015.

plusieurs assassins ont été condamnés, l'enquête n'est jamais remontée aux commanditaires de sa mort.

Pire, les exactions et violences se poursuivent en toute impunité et le régime, à l'aide des forces de sécurité tchéchènes et de la milice personnelle de Kadyrov, s'acharne contre toute rébellion indépendantiste en pratiquant enlèvements, tortures et exécutions sommaires. Svetlana Gannouchkina, militante et membre fondateur des ONG Memorial et Assistance aux citoyens, a participé à la défense de nombreux tchéchènes et s'est particulièrement intéressée à la situation des femmes. Elle rapportait en 2013 le cas d'une jeune femme enlevée puis « restituée » par la famille du « fiancé » pour être apparentée à un ancien résistant redouté, et qui a été battue puis étranglée avec son foulard¹⁷.

Beaucoup de Tchétchènes ont fui la situation dans leur république, et parmi eux, beaucoup de femmes, comme le relate l'association Habitat-Cité qui accompagne des réfugiés du Caucase russe dans leurs

démarches en France : « Lors des deux guerres de Tchétchénie, les femmes demandaient l'asile parce qu'elles fuyaient les bombardements. Après la seconde guerre de Tchétchénie, les familles continuent d'affluer bien que le pays ait été officiellement pacifié. Les femmes sont menacées soit en raison de leurs liens de parenté avec des hommes, soupçonnés d'être de potentiels opposants armés (pères, frères, maris), soit pour leur rôle durant la dernière guerre en tant qu'infirmière, traductrice, logisticienne. »¹⁸

La dégradation de la situation des femmes en Tchétchénie est préoccupante, tant le silence sur la situation dans cette république du Caucase est assourdissant : le pouvoir, aveugle et autoritaire mène une douteuse stratégie d'islamisation en toute impunité, dans l'indifférence de la communauté internationale et de l'Europe, comme le dénonçait Svetlana Gannouchkina en 2013 : « L'Europe préfère croire ceux qui parlent de stabilité en Tchétchénie. »¹⁹

Prostitution : l'esclavage des filles de l'Est

Par Jelena Bjelica

Jelena Bjelica, journaliste et collaboratrice de plusieurs journaux serbes et kosovars, a réalisé, il y a plus de vingt-cinq ans, une importante enquête sur la prostitution et la traite des blanches en Europe de l'Est. Cette enquête a été publiée en 2005 sous forme d'un livre, *Prostitution : l'esclavage des filles de l'Est*; nous en présentons ici des extraits d'autant plus significatifs que ces vingt-cinq dernières années n'ont pas connu de modifications substantielles.



Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteure, de Paris Méditerranée et de Courrier des Balkans.

La route des Balkans

La route des Balkans de la traite est tracée sur les cartes policières depuis longtemps, depuis la chute du rideau de fer et l'arrivée d'un grand nombre de soldats étrangers dans les Balkans. Cette route se divise en deux axes principaux : l'un passe par Belgrade, continue au sud vers le Kosovo, la Macédoine et le Monténégro et à l'ouest vers la Bosnie, tandis que l'autre passe par la Macédoine et se poursuit vers la Grèce et l'Albanie. Sur cette carte, il manque encore une petite ligne maritime entre l'Albanie et l'Italie représentant un canal particulier, connu depuis des années par toutes les études sur les migrations illégales et la traite des êtres humains.

La police serbe, après la chute de Milosevic, a entrepris plusieurs actions pour lutter contre le crime organisé. Cependant, ce n'est qu'après le meurtre du Premier ministre démocrate de Serbie, Zoran Djindjic, tué le 12 mars 2003 dans la cour du bâtiment du gouvernement, au numéro 11 de la rue Nemanjina, en plein centre de Belgrade, que la situation a changé du tout au tout. Certains des plus grands et des plus dangereux criminels ont été arrêtés, « neutralisés », comme l'on dit dans le jargon policier. Au cours de la vaste

17. « La condition des femmes en Tchétchénie », *Des Nouvelles du Caucase*, 17 juin 2014, URL : <https://desnouvellesducaucase.wordpress.com/tag/svetlana-gannouchkina/>.

18. « De nouvelles formes de discriminations envers les femmes en Tchétchénie », Habitat-Cité, 4 décembre 2015, URL : <https://habitatcite.wordpress.com/2015/12/04/actu-de-nouvelles-formes-de-discrimination-envers-les-femmes-en-tchetchenie/>.

19. « Le "modèle" Kadyrov en Tchétchénie », *Géopolis*, 28 février 2013, URL : <http://geopolis.francetvinfo.fr/le-modele-kadyrov-en-tchetchenie-12773>.

opération « Sabre » menée par la police immédiatement après l'attentat du 12 mars, quelque 10 000 personnes ont été interpellées, dont 2 000 ont été retenues en détention.

L'arrestation de Rade Spalevic en 2002, propriétaire du motel Kazanova près de Pancevo, à une trentaine de kilomètres de Belgrade, a permis de prouver qu'il existait un groupe criminel s'occupant de la revente des êtres humains, dont Spalevic était de longue date un pilier. Il est d'ailleurs certain que de tels groupes existent toujours à Belgrade. Ils entretiennent des liens étroits avec d'autres groupes mafieux dans tout le territoire de l'ex-Yougoslavie.

Parmi les personnes arrêtées se trouve Milivoj Zarubica, plus connu sous le nom de « Puja », 37 ans, originaire de Medvedja, dans le sud de la Serbie. La police le recherchait car elle soupçonnait le groupe qu'il dirigeait d'avoir organisé le transfert de plusieurs jeunes filles de Moldavie en Serbie-Monténégro, via la Roumanie et la Hongrie, entre décembre 2001 et janvier 2002.

La liaison entre la Serbie et la Republika Srpska de Bosnie-Herzégovine se fait en général par la rivière Drina. Les personnes et les biens passent d'une rive à l'autre de la rivière sur des radeaux qui font la navette tout au long de son cours. La liaison est ainsi établie entre les villes de Bijeljina, en Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie, Brcko, et Tuzla, en Fédération croato-bosniaque, l'autre « entité » du pays. À la limite orientale de la Serbie, vers la Bulgarie et la Roumanie, les gens passent la frontière en traversant le Danube ou en franchissant les massifs montagneux. Une fois que la victime se trouve à Belgrade, il reste en effet à savoir par quel canal elle sera transférée plus loin, et combien de fois elle sera revendue : elle peut être dirigée vers Kumanovo, en Macédoine, via Slavujevac ; vers la Republika Srpska par la Drina ; vers le Kosovo via la ville de Mitrovica, dans la partie serbe de la province ; vers Novi Pazar, dans le Sandjak ; ou bien vers le Monténégro, qui reste la destination principale. En Serbie, plusieurs villes fonctionnent comme des petits centres de la traite de femmes. Celle-ci, en général, se déroule dans des motels, des restaurants ou des appartements privés. Ces restaurants et ces motels se trouvent sur la route entre Belgrade et Subotica, sur la route de l'Ibar, qui file vers le Kosovo, ou bien à Pozarevac, Sabac, Novi Pazar, Kraljevo, Novi Sad, Kragujevac ou Belgrade. Depuis l'arrivée d'un grand nombre de soldats dans les Balkans, en 1995 en Bosnie-Herzégovine, et en 1999 au Kosovo, ce genre d'activité fleurit aussi autour des principales bases militaires comme, au Kosovo, l'immense base américaine de Camp Bondsteel, dans la banlieue d'Urosevac, ou celle de Casablanca située à proximité de Suva Reka.

Au Monténégro, on ne connaît pas le nombre exact de femmes achetées et

revendues, mais il est évidemment très élevé. D'après les informations officielles, 143 ressortissantes étrangères qui se livraient à la prostitution ont été expulsées du Monténégro au cours de la seule année 1999. La majorité d'entre elles venaient de Russie, de Moldavie et d'Ukraine. En 2000, 93 étrangères ont été arrêtées en traversant de façon illicite la frontière. D'après les informations recueillies par l'équipe STOP [programme spécial de la police internationale pour la répression de la traite des êtres humains] pour la période allant du 25 juillet 2001, date de la création de cette unité, à la mi-juin 2002, 214 bars, clubs de nuit, clubs de fitness et autres lieux sur le territoire de Bosnie-Herzégovine ont été identifiés comme des endroits où des femmes sont contraintes de se prostituer.

Le Kosovo n'est jamais mentionné comme zone de recrutement des jeunes femmes, mais nombreuses sont celles qui arrivent dans ce territoire. Dans la plupart des cas, l'employeur (souvent une femme) offre à la jeune fille un travail bien payé en Italie : garde d'enfants, travaux de ménage, de service dans des cafés ou des restaurants, assistance à domicile pour les personnes âgées. Le prétendu employeur montre obligatoirement un contrat comme preuve de l'embauche proposée et, après un fatigant voyage de plusieurs mois, la jeune fille se retrouve dans l'une des centaines de boîtes de nuit du Kosovo dans lesquelles on pratique la prostitution forcée. D'après le rapport du bureau local de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les jeunes filles arrivent de Moldavie, de Roumanie, d'Ukraine, de Bulgarie, d'Albanie ou de Russie.

Durant leur voyage à travers la Hongrie, la Serbie et la Macédoine, les jeunes filles sont sujettes à de multiples exploitations sexuelles, et revendues chacune entre trois et six fois en moyenne, au cours de ce périple. Il arrive que des proxénètes, par exemple originaires de Macédoine, lors de la revente de la jeune fille aux maquereaux du Kosovo, déterminent le prix en fonction des « recommandations » de celle-ci. Une « bonne recommandation » signifie que la fille ne parle pas trop et qu'elle est indulgente envers les clients. D'après le rapport de l'OIM, environ 56 % des jeunes femmes victimes de la traite ont entre 18 et 24 ans. 69 % vivaient en famille avant de quitter leur pays natal. 86 % des filles ont expliqué que la raison de leur départ à l'étranger était la recherche d'un meilleur emploi, mais 75 % d'entre elles gagnent moins de 500 euros par mois.

Vers l'Europe occidentale

Centre d'assistance installé à Berlin depuis 1997, l'organisation non-gouvernementale allemande InVia vient en aide aux victimes de la traite originaires d'Europe orientale et centrale. En majorité les victimes de la

prostitution forcée auxquelles l'organisation est venue en aide sont originaires d'Ukraine. D'après les informations données par la police criminelle fédérale d'Allemagne, au cours de l'année 2001 la police a prêté assistance à 987 victimes de prostitution forcée, dont 681 étaient originaires d'Europe orientale ou centrale. Les proxénètes, selon les rapports de la police allemande, sont en général allemands, mais aussi russes ou ukrainiens.

Aux Pays-Bas, la situation est similaire : les victimes viennent en général de Bulgarie, de Roumanie et de Russie, mais aussi d'Ukraine, de Pologne et de République tchèque, d'après un rapport de la Commission Européenne sur la traite en Belgique, en Italie et aux Pays-Bas daté de 2001. Ce même rapport précise : « *Si les dossiers des centres sanitaires municipaux et régionaux étaient vérifiés en détail, on en arriverait probablement au constat que la Pologne et la République Tchèque étaient, à la fin des années 1990 et au début de l'année 2000, les pays d'origine ou de transit des victimes les plus fréquents en Europe centrale et orientale.* » Dans le même temps, les traditionnels pays d'origine des victimes, comme l'étaient l'Albanie, la Yougoslavie, sont devenus des pays de transit et/ou de destination. La police sait aussi que les groupes criminels néerlandais se « procurent » en général les filles à Berlin, Anvers et Prague.

Les autres mafias des Pays-Bas recrutent les femmes dans les pays dont elles sont elles-mêmes originaires ; l'un des meilleurs exemples en est le Nigéria. Il faut noter pourtant une exception à ce recrutement intracommunautaire : le rapport précise que les victimes des trafiquants albanais et yougoslaves viennent en général d'Europe orientale et centrale (en fait, d'Europe centrale plus que d'Europe orientale). La vente distributive peut être alors observée comme une sorte de « marché » à l'intérieur duquel les victimes de la traite sont vendues entre plusieurs bandes différentes.

L'association des Amis du Bus des Femmes existe [en France] depuis plus de dix ans. Elle a été créée pour venir en aide aux femmes qui se livrent à la prostitution et lutter contre les maladies sexuellement transmissibles, le SIDA notamment. D'après le rapport de 2002, 9684 « passagers » ont bénéficié de l'aide du minibus, alors qu'en 2001 leur nombre s'élevait à 10679. « *On estime que 18000 prostituées environ travaillent en France, originaires d'Afrique et d'Europe de l'Est; elles sont environ 4500 sur Paris* », déclare Claude Boucher, militante du Bus des Femmes. La majorité de ces filles travaillent sous la contrainte. La plupart du temps, elles violent aussi sans le savoir les règlements tortueux en vigueur en France.

Une société sans prostitution ?

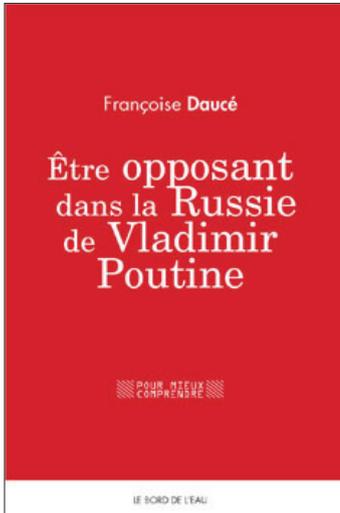
Il faut chercher les causes, pour lesquelles de nombreuses jeunes femmes deviennent des proies faciles pour les criminels, dans la misère qui sévit dans maintes régions du globe. Nombre de jeunes femmes issues des pays en voie de développement (Afrique et Asie), ou en cours de transition (Europe du sud-est), deviennent les victimes de la traite. Dans la plupart des cas, elles sont une proie désignée pour les criminels lorsqu'elles décident d'émigrer dans un pays économiquement plus développé, en espérant y trouver rapidement et facilement un travail leur assurant une sécurité économique. Aujourd'hui, dans le monde, deux tiers des femmes vivent au-dessous du seuil de pauvreté défini par l'ONU. C'est pourquoi les femmes sont le plus souvent la proie des « marchands d'esclaves ».

La question économique est donc l'élément le plus important pour deux raisons. D'une part « le rêve européen » est un facteur d'attraction, d'autre part, la situation politique instable dans les pays d'origine contribue à susciter de candidats au départ.

La réalité de l'esclavage sexuel a été long temps rejetée. Pour cette raison, beaucoup de jeunes femmes sont devenues victimes de criminels, membres de réseaux organisés ou non. D'après les données de l'OIM, 200 000 femme du sud-est de l'Europe furent victimes de la traite ces dix dernières années. L'estimation du gouvernement américain pour l'année 1998 évaluait le nombre de femmes et d'enfants victimes de la traite dans le monde entre 700 000 et deux millions d'individus. Toutes les statistiques des années 1990 s'accordent sur le fait que les trafiquants d'êtres humains gagnent en moyenne entre sept et treize milliards de dollars par an. Amnesty international estime que plus de 23 millions de personnes dans le monde actuel vivent dans des conditions d'esclavage. Cet esclavage durera tant que les représentations enracinées dans notre société ne changeront pas. Et c'est justement dans le changement qu'il faut croire, pour le bien d'une société future qui n'obligera plus la femme à vendre son corps.

Lire

Etre opposant dans la Russie de Vladimir Poutine, Françoise Daucé, Le Bord de l'eau, 2016

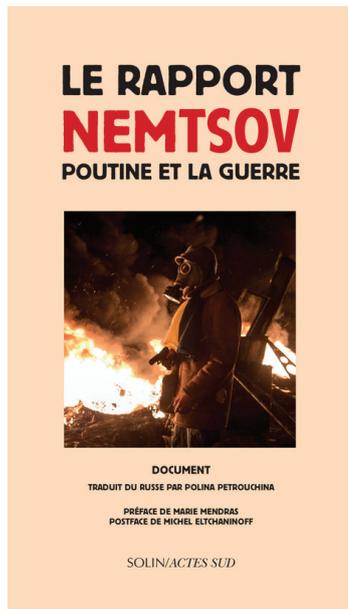


La Russie affronte depuis le début des années 2000 un reflux démocratique. Les partis d'opposition sont progressivement marginalisés, au point où le champ politique se ferme et se concentre autour du parti Russie Unie et les principaux partis liés directement ou indirectement au pouvoir. Malgré le manque de pluralisme démocratique, les sondages montrent un soutien constant, voire croissant au gouvernement russe. Ce soutien à l'action de Vladimir Poutine au poste de Président passe de 31 % en 1999 à 83 % en 2015, sachant qu'il faut toujours rester vigilant quant à la construction des sondages. Dans ce paysage dominé par le Président et le gouvernement s'élaborent néanmoins des formes d'opposition politique que l'enquête de Françoise Daucé met en lumière. Elle analyse ce paysage de mouvances alternatives, des modes d'actions collectives de ces militants russes, leurs initiatives. Pour un observateur occidental les alliances entre ces groupes d'opposition peuvent sembler incongrues : ainsi les libéraux-nationaux peuvent coopérer

avec les nationaux-bolcheviques. C'est que le pays, comme d'autres dans cette région, compose encore avec l'héritage politique soviétique où les divisions politiques ne recoupent pas les mêmes catégories qu'en Europe occidentale. L'ouvrage revient sur la période qui commence en 1999 dans laquelle les partis politiques « *sont déjà fortement marginalisés et affaiblis mais ils constituent cependant des lieux d'élaboration de programmes et d'idées alternatives qui circulent dans les cercles critiques russes* ». Il analyse les rapprochements qui se nouent entre ces militants d'opposition et les nouvelles protestations sociales contre les réformes néolibérales. Les opposants politiques passent alors des alliances, certes localisées et ponctuelles, avec des groupes qu'ils leur auraient été difficiles de mobiliser, comme des retraités. Ces alliances se déploient aussi grâce à Internet. Blogs, sites, médias sociaux concentrent la critique politique et permettent une mise en réseau des militants pour amorcer des mobilisations massives contre les fraudes électorales à l'hivers 2011-2012.

En somme, il s'agit d'un ouvrage particulièrement intéressant et important car il montre des fissures souvent lissées dans une image grossie de la réalité russe perçue comme homogène. Or, analyser ces formes dissidentes marginales non seulement permet d'appréhender cette réalité comme potentiellement ouverte à ces formes d'investissement politique ; au-delà, leur étude permet de « *décentrer le regard, de le détourner du Kremlin et du Président pour redonner la parole à d'autres représentants de la société russe* ».

Le Rapport Nemtsov. Poutine et la guerre, Actes Sud, 2016



Boris Nemtsov est un militant de l'opposition, homme politique et élu russe, ayant soutenu la « révolution orange » puis récemment le mouvement Euromaïdan en Ukraine. Il a été abattu le 27 février 2015 sous les murs du Kremlin. Aucun commanditaire n'a jusqu'alors été identifié. On sait que Nemtsov appelait alors à une manifestation appelée « marche anticrise » qui s'opposait aux mesures économiques, la corruption d'en haut et la politique d'isolement de Vladimir Poutine. Il dénonçait régulièrement les tares qui rongeaient le pays : la corruption dans

le cadre des chantiers des Jeux olympiques de Sotchi, la fraude électorale et, dans la dernière période, la propagande autour de l'annexion de la Crimée par la Russie. Cette dernière était au cœur de son rapport « Poutine et la guerre ». C'est ce rapport que les éditions Actes Sud publient aujourd'hui ; ses premières traductions ont été réalisées grâce à un travail militant des associations Russie-Libertés, Ukraine Action, Grrr! et Inform Napalm.

Nemtsov considérait que ce rapport était « l'unique moyen de contrer la propagande » du Kremlin. Son enquête met en lumière les méthodes de la Russie pour l'annexion de cette région ukrainienne, dont le projet – mené au nom de « fédéralisation » – aurait été orchestré bien avant le début de la crise ukrainienne. Il pointe, entre autres, les silences quant au sort des soldats russes morts sur le front. Car l'annexion de la Crimée et le conflit militaire de Donetsk et Lougansk n'est pas la seule affaire entre Ukrainiens et gouvernants russes. Comme le souligne Marie Mendras dans sa préface au rapport : « *agresser l'Ukraine, c'est entretenir un régime de violence et d'arbitraire en Russie. Soutenir l'Ukraine, c'est donner une perspective aux habitants de la Russie, leur ouvrir la voie vers une évolution pacifique et démocratique* ». « *Alors, arrêtons ensemble cette guerre* », conclut Boris Nemtsov dans son rapport dans ce qu'il ignore alors être son dernier message.